

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Malgré la flambée des prix du pétrole, la croissance résiste

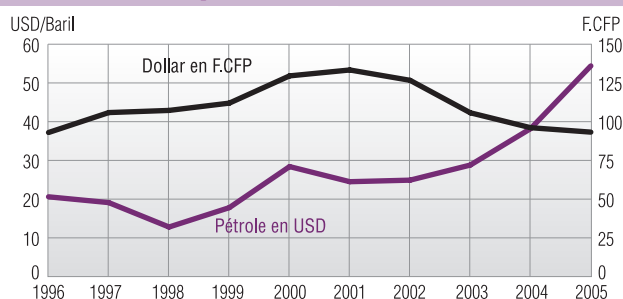
Dans un contexte marqué par la très forte hausse du pétrole, les Etats-Unis et la Chine se sont imposés comme locomotives de la croissance mondiale, qui présente des divergences d'une région à l'autre.

Après avoir atteint un pic à la mi-2004, la **croissance mondiale** avait un peu décéléré sur la seconde partie de 2004 et début 2005, avant de connaître une nouvelle accélération au deuxième trimestre qui s'est renforcée après l'été. Avec la poussée de fièvre enregistrée sur le marché pétrolier durant l'été, les ouragans qui ont touché les Etats-Unis et la remontée des taux d'intérêt à court terme outre-Atlantique, la croissance mondiale aurait pu fléchir. Or, aucun signe de ralentissement n'a véritablement été perceptible. Ainsi, ni les catastrophes naturelles, ni la flambée des prix du pétrole (qui s'est établi à plus de 60 dollars par baril fin décembre), ou l'alerte sur l'inflation n'ont eu raison d'une croissance mondiale qui a continué à être robuste et résistante en 2005.

Les performances économiques des uns et des autres se sont, en revanche, révélées très contrastées au cours de l'année 2005. Ainsi, les Etats-Unis progressent à un rythme soutenu, l'Asie de l'Est ralentit mais à partir d'une base de croissance très forte et l'Europe continentale peine à reprendre de la vitesse.

L'évolution de l'économie mondiale dépend fortement de l'évolution des **taux d'intérêt** à long terme : leur faiblesse, liée en partie au recyclage des surplus commerciaux dégagés par certains pays (Chine, pays de l'OPEP), a permis de contrecarrer les effets récessifs du choc pétrolier et a considérablement atténué les effets du durcisse-

Évolution des cours du pétrole et du dollar



Source : Bulletin mensuel de statistiques/INSEE

ment de la politique monétaire américaine. La poursuite d'une remontée des taux longs, amorcée à la fin de l'été, pourrait toutefois conduire à une décélération de la croissance mondiale dans le courant de 2006.

L'autre point central de la croissance est le **commerce mondial** qui est resté relativement soutenu en 2005, tiré par les pays émergents, pour trois principales raisons : tout d'abord, la croissance est, d'une manière générale, plus vive dans ces pays que dans les économies développées, en particulier dans les secteurs industriels. Deuxièmement, les pays émergents sont parmi les principaux acteurs de la division internationale des processus productifs, ce qui dynamise leurs flux d'échanges. Enfin, certaines régions recyclent les recettes engrangées grâce à la hausse des prix du pétrole. Ainsi, les importations en volume des pays de l'OPEP croissent d'environ 20% par année tandis que l'Europe de l'Est, l'Amérique latine et l'Asie, avec un rebond récent des achats chinois, enregistrent aussi des rythmes de progression élevés de leurs importations (de l'ordre de 10% sur

un an en volume).

Les échanges mondiaux restent cependant marqués par de profonds déséquilibres, qui trouvent partiellement leur contrepartie dans les flux financiers. Ainsi, malgré l'amorce d'une certaine stabilisation début 2005, le déficit commercial américain devrait atteindre cette année un niveau record (il est actuellement proche de 70 milliards de dollars par mois). A l'inverse, la Chine dégage un excédent commercial historique (environ 9 milliards de dollars mensuellement).

Dans ce contexte, les récents **mouvements de change**, notamment l'appréciation du dollar contre l'euro et le yen, ne vont pas contribuer à résorber les déséquilibres extérieurs qui sont plus élevés que jamais. D'un côté, l'ajustement du yuan, la monnaie chinoise, est trop modeste pour entraîner une quelconque résorption du déséquilibre sino-américain. De l'autre, l'appréciation du dollar contre l'euro et le yen ne peut que contrecarrer tout redressement du solde commercial américain. En revanche, la compétitivité-prix des exportateurs ja-

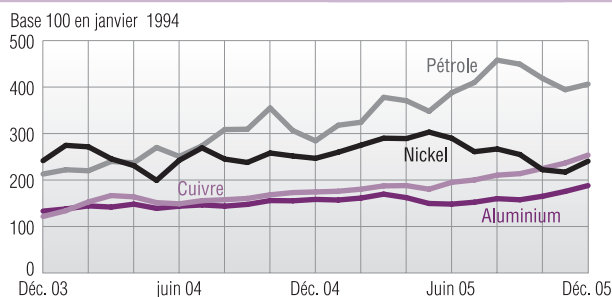
ponais et de la zone euro s'en trouve restaurée. L'évolution des parts de marché, au cours des troisième et quatrième trimestres, a d'ailleurs commencé à refléter ce mouvement.

Au niveau des **matières premières**, si les prix des matières premières agro-industrielles sont plutôt stables depuis la fin de l'été dernier, ceux des métaux non ferreux sont sur une pente ascendante. Contrairement à ce qui avait été observé à l'automne 2004, ce mouvement ne s'est pas généralisé à l'ensemble des marchés : ainsi ceux du cuivre, de l'aluminium et du zinc ont enregistré des hausses ; à l'inverse, les prix du nickel et de l'étain ont prolongé la tendance baissière observée depuis début juillet 2005, à des niveaux toujours élevés.

L'année 2005 s'achève pour l'**Europe** un peu mieux qu'elle n'a commencé. En effet, cette année a globalement été marquée par le doute, avec une croissance morose, des déficits publics trop importants pour Bruxelles et des taux de chômage qui ne parviennent pas à baisser dans de nombreux pays.

Coincée entre deux zones dynamiques, l'Union Européenne, et plus particulièrement la zone Euro, apparaît donc de plus en plus en retrait. Assommés par le rejet du traité constitutionnel au printemps, les Européens se sont montrés impuissants à tracer un avenir à la mesure des défis qu'ils doivent relever pour conserver leur place dans l'économie mondiale. Les divergences sur les futures étapes de l'élargissement restent fortes. Le budget de l'union pour la période

Indice d'évolution mensuelle des cours des matières premières



Source : Bulletin mensuel de statistiques/INSEE

de 2007-2013 a été adopté péniblement et le débat promis sur le "modèle européen" s'est résumé à une journée de discussions lors d'un sommet informel. Inquiets, incertains de leur capacité à peser face à la montée des nouvelles puissances émergentes, au terrorisme, à l'immigration, les pays d'Europe sont tentés de se recroqueviller sur eux-mêmes.

Même la **Grande-Bretagne**, qui pouvait s'enorgueillir de sa santé économique supérieure à celles de ses grands voisins, n'échappe pas à la morosité puisque notamment les interrogations sur son rôle en Irak sont venues fragiliser la confiance en un modèle économique qui paraissait devoir s'imposer devant les modèles plus interventionnistes du continent. La croissance s'est ralentie, en raison d'un fléchissement de la consommation et d'une inflation plus forte que prévu.

La France et l'Allemagne, si elles peuvent ainsi se consoler de ne pas être les seules à souffrir, restent à la traîne.

En **Allemagne**, les efforts de Gerhard Schröder n'ont pas suffi. Pourtant, les exportations ont atteint des niveaux record qui témoignent de la vitalité de son tissu industriel, mais le manque

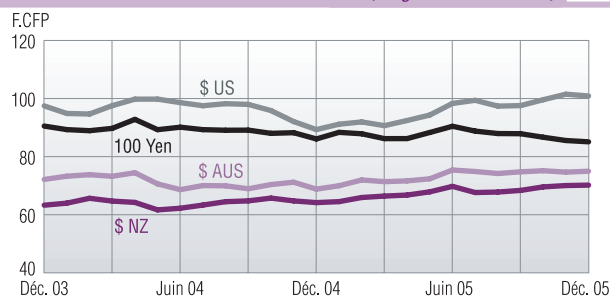
de capacité d'investissement des collectivités locales comme la crainte de chômage et des réformes en cours, alimentent une morosité qui freine la consommation et empêche le rebond tant attendu de la demande intérieure.

En **France**, sur le front économique, 2005 s'est mieux terminée qu'elle n'avait commencé. Après un recul de la croissance entre le milieu de 2004 et la mi-2005, les chiffres de la fin 2005 témoignent d'un net redressement. La demande de consommation et l'investissement se sont raffermis et les exportations ont enregistré une hausse en fin d'année après une longue période de faiblesse. En revanche, ces améliorations n'ont pas eu d'effets réellement positifs sur l'emploi et le taux de chômage est toujours élevé, même si des prémices d'amélioration sont perceptibles. Sous l'effet de la hausse des prix du pétrole, l'inflation a légèrement progressé, mais moins que dans d'autres pays européens qui font moins appel à l'énergie nucléaire. La confiance des consommateurs demeure néanmoins fragile, et les exportations sont encore faibles, ce qui laisse penser qu'une vigoureuse reprise n'est pas certaine. La variable emploi risque d'être déterminante pour la croissance en 2006.

Les bons élèves de l'Europe sont l'**Irlande**, avec 4,5% de taux de croissance et l'**Espagne**, dont le taux de chômage est tombé sous la barre des 9% (alors qu'il a longtemps flirté avec les 20%) et dont le taux de croissance s'est établi à 3,4%.

Les nouveaux adhérents de l'**Est** ne pèsent pas encore assez lourd en matière de PIB pour

Évolution des cours des devises en F.CFP (moyenne vente/achat)



Source : AFBNC

que leur dynamisme puisse être contagieux (4,8% pour la République Tchèque, 4,2% pour la Hongrie, 5,3% pour la République Slovaque). Partis de très loin, ils bénéficient des aides européennes pour maintenir un développement soutenu mais si les salaires très bas de la plupart de ces pays attirent les investisseurs, ils entretiennent également une pauvreté qui freine la stabilisation de leur économie.

Pour autant, la croissance donnait des signes d'amélioration en fin d'année 2005 dans la zone et les organismes internationaux comme le FMI et l'OCDE s'accordaient à prédire une reprise en 2006. L'Europe a en effet bénéficié du bas niveau des taux d'intérêt à long terme, de la dépréciation de l'Euro et du dynamisme des marchés d'exportation. Ainsi, les exportations ont contribué pour 1,4 point à la croissance du PIB dans son ensemble. Ce redressement sensible des bons de livraison s'explique par la bonne tenue de la croissance mondiale et la détente de l'euro.

La demande intérieure a accéléré et a fortement stimulé l'activité. Elle a reposé à la fois sur un nouveau redressement de la consommation des ménages, et, surtout, sur une très vive accélération des dépenses d'investissement. En période de tensions inflationnistes et alors que les salaires continuaient de ralentir au deuxième trimestre, c'est probablement la décade du chômage qui est venue, faiblement, améliorer le moral des ménages européens. Les évolutions sur le front de l'emploi seront, dans les mois à venir, déterminantes pour la consommation privée de la zone.

De l'autre côté de l'Atlantique, les **Etats-Unis**, pourtant frappés à l'été et à l'automne par le passage des ouragans Katrina et Rita sur le golfe du Mexique, où se trouvent un tiers des infrastructures pétrolières et gazières du pays, ont une nouvelle fois dépassé leur rythme potentiel de croissance. En fait, la croissance, +3,6% en 2005, (4,2% en 2004), n'a pas trop

Évolution du Produit Intérieur Brut en volume (moyenne annuelle)

	1999 r	2000 r	2001 r	2002 r	2003 r	2004 r	2005 p
France	3,2	4,1	2,1	1,3	0,9	2,1	1,6
Zone euro	2,8	3,9	1,9	1,0	0,8	1,8	1,4
Allemagne	1,9	3,5	1,4	0,1	-0,2	1,1	1,1
Italie	1,7	3,2	1,7	0,4	0,4	1,0	0,2
Royaume-Uni	3,0	4,0	2,2	2,0	2,5	3,2	1,7
Etats-Unis	4,4	3,7	0,8	1,6	2,7	4,2	3,6
Japon	-0,1	2,4	0,2	-0,3	1,4	2,7	2,4
Australie	4,2	3,3	2,7	3,8	3,5	3,0	2,6
Nouvelle-Zélande	4,9	3,7	2,5	4,4	3,7	4,4	2,7

Source : OCDE

Unité : %

souffert de la contre-performance de l'économie au quatrième trimestre (le PIB n'a crû que de 1,1% en rythme annuel au lieu des 2,8% attendus).

La bonne orientation de la croissance s'explique par le dynamisme de la consommation privée puisque les ménages bénéficient toujours d'effets richesse importants : la bourse est sur une tendance légèrement haussière depuis son dernier point bas de la mi-avril 2005 et, surtout, les prix de l'immobilier continuent de progresser.

Toutefois, les ménages subissent un léger recul de leur pouvoir d'achat du fait de l'accélération de l'inflation liée en partie à la hausse des prix du pétrole. L'emploi, dont la progression a nettement ralenti en septembre et en octobre 2005 du fait des ouragans, s'est redressé mais la hausse des effectifs reste inférieure à celle enregistrée au plus fort du cycle d'expansion des années 1990. De ce fait, le taux de chômage s'établit, selon l'OCDE à 5,5% sur l'année 2005. Enfin, l'environnement monétaire des ménages est devenu moins favorable en fin d'année 2005, avec la remontée progressive des taux d'intérêt obligataires, entraînant un ralentissement des crédits à la consommation.

Par ailleurs, l'industrie est en phase d'accélération depuis la

fin de l'été et l'investissement des entreprises se maintient, les firmes américaines bénéficiant de forts gains de productivité et d'une situation financière toujours favorable qui devra leur permettre de résister à l'actuelle phase de durcissement monétaire.

Le dynamisme de l'économie américaine ne se dément donc pas et les ouragans n'ont pas pesé sur l'activité. Cependant, le déficit s'est une nouvelle fois creusé pour avoisiner les 800 milliards de dollars, soit près de 6,5% du PIB, un record historique. Les énormes besoins de financement de l'économie américaine restent donc un risque majeur pour la stabilité de l'économie mondiale. Heureusement, les achats massifs d'emprunts américains par les pays asiatiques pour éviter que leur monnaie ne devienne trop chère face au dollar maintiennent les taux d'intérêt à long terme à un bas niveau. De plus, le consensus sur le maintien des fondamentaux de l'économie en 2006 devrait inciter les pouvoirs publics à un resserrement en matière budgétaire et monétaire. Ainsi, dans son discours sur l'état de l'Union prononcé le 1^{er} février, le président des Etats-Unis a mis en exergue la volonté du gouvernement de réduire de façon drastique le déficit budgétaire.

Évolution des prix à la consommation (moyenne annuelle)

	1999 r	2000 r	2001 r	2002 r	2003 r	2004 r	2005 p
France	0,6	1,8	1,8	1,9	2,2	2,3	1,9
Zone euro	1,2	2,2	2,5	2,3	2,1	2,1	2,2
Allemagne	0,6	1,4	1,9	1,3	1,3	1,0	1,8
Italie	1,7	2,6	2,3	2,6	2,8	2,3	2,1
Royaume-Uni	1,3	0,8	1,2	1,3	1,4	1,3	2,1
Etats-Unis	2,2	3,4	2,8	1,6	2,3	2,7	3,4
Japon	-0,3	-0,8	-0,8	-0,9	-0,3	0,0	-0,4
Australie	1,5	4,5	4,4	3,0	2,8	2,3	2,7
Nouvelle-Zélande	-0,1	2,6	2,6	2,7	1,8	2,3	3,1

Source : OCDE

Unité : %

C'est surtout en **Asie** que l'activité économique mondiale s'est accélérée en 2005. Ainsi, avec leurs complémentarités, leurs similitudes et leurs antagonismes, la Chine et l'Inde forment un tandem qui pèse de plus en plus lourd dans l'économie mondiale, appelé "Chindia" par les économistes anglo-saxons. Les deux économies asiatiques, qui ne représentent encore que 6% du PIB mondial malgré leurs 2,3 milliards d'habitants, ont contribué en 2005 à 40% de la croissance mondiale. Avec leurs avantages comparatifs (très bas coût de la main d'œuvre ouvrière chinoise, compétitivité des informaticiens et des ingénieurs indiens), leur ouverture aux investissements étrangers et une spécialisation opportune (production manufacturière de masse pour la Chine et services pour l'Inde), les deux géants sont au cœur du formidable processus de mutation qui touche le continent asiatique. Parallèlement, le Japon, après une panne de plus de dix ans, s'est largement redressé en s'accrochant à la locomotive chinoise. Les trois économies ont alors entraîné dans leur sillage l'ensemble des tigres et des dragons.

Poursuivant son intégration à marche forcée dans l'économie mondiale, la **Chine** a plus d'une fois fait la une de l'actualité. Avec un PIB estimé à 2 260 milliards de dollars en 2005, en hausse de 9,3% par rapport à 2004, l'expansion chinoise est restée rapide en 2005. La suppression du système des quotas textiles réglementant jusqu'alors les échanges mondiaux a libéré sa puissance d'exportation dans le secteur, au point de réveiller les vieilles tentations

protectionnistes en Europe et aux Etats-Unis.

Les économistes décèlent cependant, dans la contraction de la consommation énergétique et le ralentissement des importations, le signe d'une décélération salutaire. En effet, l'économie chinoise, confrontée à des surcapacités est menacée de déflation dans certains secteurs. L'outil industriel chinois est en effet assez développé pour fabriquer et exporter des produits que le pays devait importer il y a peu. La disproportion entre des investissements excessifs et une consommation intérieure trop faible pour prendre le relais a eu pour effet de gonfler les excédents commerciaux chinois qui vont atteindre quelques 100 milliards d'Euros contre moins de 30 milliards en 2004. Cette envolée reflète cependant moins un boom continu des exportations que le ralentissement des importations après le refroidissement de l'investissement orchestré par les autorités pour éviter la surchauffe.

C'est sur le plan social que le géant de la planète est confronté à un de ses plus grands défis : l'accès de la population au statut de consommateur est indispensable pour le décollage du marché intérieur. En effet, la consommation des ménages, encore globalement faible, participe peu à la formation du PIB, en raison de la modicité des revenus, surtout des populations rurales, de la précarité du marché du travail et de l'importance de l'épargne.

Si le devenir de "chindia" est déterminant pour la région asiatique, la santé de l'économie japonaise continue à avoir un impact considérable sur ses voisins.

La reprise qui se dessine permet au **Japon** d'afficher une croissance de 2,4% pour l'année 2005. Depuis deux ans, ce sont en effet les exportations qui ont relancé la machine à produire nipponne. Ainsi, après quinze années de crise ou de convalescence, le retour de la croissance au pays du soleil levant signifie pour son économie de nouveaux investissements sous forme de délocalisations massives d'industries à basse valeur ajoutée en Chine, qui ont permis aux grands groupes japonais de regagner en compétitivité et de se constituer des réserves, qu'ils utilisent aujourd'hui pour relancer la recherche et l'innovation.

Cette croissance vigoureuse a été tirée en 2005 par les transferts de technologie, ainsi qu'une demande accrue en importations auprès des pays à bas coûts de main d'œuvre. La croissance s'est ensuite propagée à l'investissement, puis à l'emploi ce qui a permis un redémarrage de la consommation intérieure. Ainsi, l'amélioration de la situation du marché du travail est désormais avérée. Si la demande mondiale reste bien orientée dans les prochains mois, la récente chute du taux de change du yen pourrait encore accentuer la hausse des exportations. La monnaie nipponne a perdu de sa valeur contre le dollar, retrouvant des niveaux non observés depuis 2003. Essentiellement lié au différentiel de rendement par rapport au dollar et à l'euro, cette dépréciation du yen intervient alors que la croissance japonaise apparaît plus équilibrée, et donc plus solide, qu'au cours des dernières années.

A Tokyo comme à Pékin, la croissance mondiale ne devrait guère faiblir en 2006, mais elle changera en partie de moteur. La demande intérieure devrait ainsi monter en puissance, consommation des ménages en tête.

Avec l'envolée des prix des matières premières, les pays de l'**Océanie** ont perdu d'un côté ce qu'ils ont gagné de l'autre. Leur facture énergétique a certes

Taux de chômage au sens du BIT
(moyenne annuelle)

	1999 r	2000 r	2001 r	2002 r	2003 r	2004 p	2005 p
France	10,5	9,1	8,4	8,9	9,5	9,6	9,5
Zone euro	9,4	8,4	8,0	8,2	8,7	8,9	8,6
Allemagne	8,4	7,8	7,8	8,2	9,1	9,5	9,5
Italie	11,3	10,4	9,4	8,6	8,4	8,0	7,7
Royaume-Uni	5,9	5,4	5,0	5,1	4,9	4,7	4,7
Etats-Unis	4,2	4,0	4,7	5,8	6,0	5,5	5,1
Japon	4,7	4,7	5,0	5,4	5,3	4,7	4,4
Australie	6,9	6,3	6,8	6,4	6,1	5,5	5,1
Nouvelle-Zélande	6,8	6,0	5,3	5,2	4,6	3,9	3,7

Source : OCDE

Unité : %

flambé, mais ils ont engrangé les bénéfices du renchérissement des produits de base industriels et alimentaires. En effet, en Nouvelle-Zélande, le secteur agricole assure plus de la moitié des exportations, tandis que l'Australie est le premier exportateur mondial d'alumine, de fer, de zinc et de charbon. L'Océanie profite aussi de la formidable dynamique asiatique. Pour compenser les mesures protectionnistes prises par les Etats-Unis et l'Europe, les deux grands pays de la zone, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ont resserré les liens avec la Chine et les voisins. Une stratégie payante qui permet aux deux pays de maintenir le plein emploi. Plusieurs années de prospérité et le choc pétrolier ont toutefois généré d'importants déséquilibres des balances commerciales des deux géants de la zone, qui sont donc exposés à une glissade brutale de leurs devises.

En **Australie**, l'activité économique s'est renforcée au premier semestre de 2005, essentiellement grâce au dynamisme de l'investissement des entreprises et du secteur public, mais a ralenti en deuxième partie d'année. Le déficit de la balance courante s'est amélioré en 2005. L'emploi a encore connu une très vive progression, de sorte que le taux de chômage n'atteint plus que 5,1% en fin d'année 2005. L'impact de la hausse récente des prix du pétrole a fait monter l'inflation à 2,7% en 2005. Les recettes fiscales ont été abondantes car gonflées par le niveau élevé des prix de l'énergie mais également grâce à la hausse des recettes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Dans ces conditions, il a été possible, dans le cadre du budget 2005-2006, d'accorder une baisse substantielle de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, d'alléger la fiscalité des entreprises et d'accroître les aides aux familles et d'autres dépenses sociales tout en maintenant un excédent budgétaire. Grâce à cette politique d'excédents budgétaires menée par le

Évolution de la consommation des ménages en volume (moyenne annuelle)

	1999 r	2000 r	2001 r	2002 r	2003 r	2004 p	2005 p
France	3,3	3,5	2,4	2,4	1,6	2,3	2,1
Zone euro	3,3	3,2	2,0	1,0	1,2	1,5	1,3
Allemagne	2,9	2,5	1,9	-0,5	0,1	0,2	-0,2
Italie	2,6	2,8	0,8	0,4	1,4	1,0	0,9
Royaume-Uni	4,4	4,6	3,0	3,5	2,6	3,6	1,8
Etats-Unis	5,1	4,7	2,5	2,7	2,9	3,9	3,5
Japon	0,0	0,5	1,1	0,5	0,2	1,5	1,7
Australie	4,9	3,1	2,9	3,9	4,3	5,5	2,7
Nouvelle-Zélande	3,8	1,6	2,5	4,0	5,4	6,3	4,8

Source : OCDE

Unité : %

gouvernement, la dette publique fédérale qui ne représentait déjà plus que 3,9% du PIB en juin 2003, son plus bas niveau depuis vingt ans, s'est établie à moins de 3% du PIB en 2005. Une des rares inquiétudes vient surtout de l'immobilier, dont le retournement du marché est spectaculaire puisque la hausse du prix de la pierre est passée de 20% en 2004 à moins de 1% en 2005, ce qui pourrait entraîner une baisse de la consommation des ménages. Les prévisionnistes de l'OCDE s'attendent cependant à une accélération de la croissance en 2006 et 2007. En effet, l'investissement des entreprises devrait bénéficier des capacités de production très sollicitées vu la vigueur de la demande à l'exportation, d'une forte rentabilité des entreprises, d'un faible coût du capital et de la bonne santé financière des sociétés.

En **Nouvelle-Zélande**, la demande intérieure est restée vigoureuse en 2005. La forte progression du revenu disponible réel des ménages, se doublant d'effets de patrimoine en raison de la forte hausse des prix de l'immobilier, a soutenu la consommation privée malgré la hausse des taux d'intérêt. La consommation publique a elle aussi rapidement augmenté. Les exportations ont subi les effets de l'appréciation des taux de change et se sont orientées à la baisse, malgré le redressement des cours du lait, de la viande et de certaines matières premières. Ce recul des prix de vente à l'exportation des principaux produits de base, couplé à une hausse des prix du pétrole, met un terme à l'amélioration des termes de l'échange de ces dernières années. Le faible niveau

des exportations en volume et une nouvelle poussée des importations ont nettement creusé le déficit des opérations courantes en 2005. Ainsi, les déficits commerciaux traditionnels se sont accrus avec la Chine, Singapour et la Thaïlande, mais semblent entamer une diminution avec l'Allemagne et l'Australie. La balance commerciale a été bénéficiaire avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni en 2005. Le marché du travail est resté bien orienté en 2005 et les nouveaux apports de main d'œuvre ont largement pu faire face à la remarquable progression de l'emploi (le taux de chômage est tombé à 3,7%). Un grand nombre d'entreprises éprouvant encore des difficultés pour le recrutement des travailleurs qualifiés et non qualifiés, les coûts de main d'œuvre salariaux et non salariaux se sont alourdis. L'inflation ne manifeste aucun signe de ralentissement (+3,1% fin 2005) et la Nouvelle-Zélande n'est pas à l'abri, elle non plus, d'un freinage de l'immobilier.

Selon l'Institut d'Émission d'Outre-Mer (IEOM), la conjoncture de la **Polynésie française**, qui semble s'être maintenue sur les trois derniers mois de 2005, pourrait marquer le pas au début de 2006. En effet, la perception des chefs d'entreprises sur le poids de leurs charges d'exploitation, telle qu'elle ressort de l'enquête trimestrielle, est très négative. Une des raisons pourrait être que le DARSE (dispositif d'aide à la revalorisation du SMIG et de l'emploi) mis en place en décembre 2004 pour aider les entreprises à supporter financièrement la hausse induite de 14% du SMIG (125 000 F.CFP contre 110 000 avant le 1^{er} dé-

cembre 2004, et 131 000 F.CFP à partir du 1^{er} janvier 2006) a vu son annulation confirmée par le tribunal administratif de Papeete. Les partenaires sont donc dans l'attente de l'adoption d'une loi du pays pour légaliser son existence. En outre, les difficultés de finalisation du budget 2006 de la collectivité renforcent la méfiance des protagonistes de l'économie locale. Enfin, une résurgence de l'inflation a été décelée en fin d'année puisque l'indice global des prix s'est inscrit en hausse annuelle de 2,3% en décembre.

La croissance a été soutenue tout au long de l'année 2005 par une politique de stimulation de la demande (augmentations du SMIG, mesure d'aide au remplacement des voitures de plus de dix ans...), dynamisme qui s'est reflété dans les importations de produits alimentaires (+6% en rythme annuel en 2005) et de biens d'équipement ménagers (+10%) ainsi que dans les immatriculations de véhicules neufs (+8%). Selon l'IEOM, il en a été de même des investissements des ménages puisque le nombre de dossiers de prêts immobiliers montés par les banques locales a progressé de 80% entre 2004 et 2005. En revanche, les anticipations d'in-

Évolution de l'investissement total en volume (moyenne annuelle)

	1999 r	2000 r	2001 r	2002 r	2003 r	2004 r	2005 p
France	7,9	7,5	2,3	-1,7	2,7	2,2	3,0
Zone euro	6,3	5,3	0,5	-1,9	0,8	1,9	2,1
Allemagne	4,4	3,6	-3,3	-5,9	-0,7	-1,5	0,2
Italie	5,1	7,3	1,6	1,3	-1,8	1,9	-0,7
Royaume-Uni	2,1	3,5	2,4	3,0	0,0	4,9	3,1
Etats-Unis	8,2	6,1	-1,7	-3,5	3,3	8,4	7,2
Japon	-1,1	2,0	-1,4	-5,7	0,9	1,6	3,0
Australie	6,5	-0,1	-1,8	16,8	7,5	6,6	6,5
Nouvelle-Zélande	6,7	8,7	-2,3	10,1	11,5	13,9	6,9

Source : OCDE

Unité : %

vestissement des entreprises ont été extrêmement limitées, sauf pour l'hôtellerie. La hausse de 9% des importations de biens d'équipement (hors avions de Air Tahiti Nui) sur l'année semble avoir plus correspondu à un effet de rattrapage de 2004 (-19% par rapport à 2003) qu'à une progression réelle.

Le secteur primaire a bénéficié d'une conjoncture favorable avec une production de coprah et des exportations de vanille en hausse, tandis que la situation de la perliculture s'est améliorée avec une maîtrise des quantités de perles brutes vendues à l'étranger qui a conduit à une revalorisation des recettes. En revanche, le secteur de la pêche, avec des prises en recul, présente une baisse annuelle à l'exportation.

Le volume d'affaires s'est contracté dans l'industrie, sauf

dans la branche agroalimentaire. Les exportations de produits alimentaires ont crû de 3,7% sur l'ensemble de l'année (15 008 tonnes contre 14 479 en 2004) et celles de noni, de 17,8% (6 955 tonnes contre 5 905 en 2004). La même contraction a été constatée pour le BTP, freiné par la faiblesse de la commande publique.

Malgré des statistiques de fréquentation touristique médiocres avec un recul de 2% en 2005 (208 067 visiteurs contre 211 893 en 2004), les responsables de l'hôtellerie, sondés pour l'enquête trimestrielle se sont déclarés satisfaits de leur niveau d'activité au quatrième trimestre 2005. En décembre 2005, le taux moyen d'occupation des hôtels classés de Polynésie française a atteint 57,9% contre 50,9% un an auparavant.